

Monsieur Rémi Quirion
Scientifique en chef du Québec

Madame Danielle McCann
Ministre de l'Enseignement supérieur

Objet : Document de réflexion « L'université québécoise du futur » et consultation

Monsieur le Scientifique en chef,
Madame la Ministre,

La Table des partenaires universitaires (TPU) salue l'initiative de la discussion sur l'avenir de l'université québécoise, dans la foulée du colloque « L'université du XXI^e siècle : enjeux, défis et prospective » qui s'est tenu à l'ACFAS en 2019. C'est l'un des rares exercices de réflexion d'envergure réunissant les membres de la communauté universitaire depuis la publication, en 1963, des conclusions de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, le rapport Parent. Nous voyons dans cette initiative l'occasion de réaffirmer que l'éducation constitue une priorité de la société québécoise et de soutenir le caractère public de l'université. Nous croyons aussi que le moment est venu de repenser l'université à la lumière des changements sociaux (démographiques, culturels, économiques, etc.) observés au cours des dernières décennies et de prendre acte des défis et des développements technologiques que ces années nous ont légués.

Dans le document de réflexion publié le 15 septembre dernier, nous relevons des contributions importantes dont celles d'accroître l'accessibilité aux études universitaires, de favoriser la réussite de toutes et tous, de réaffirmer la liberté académique et l'autonomie universitaire, d'assurer un financement stable et à long terme des établissements universitaires et d'enrayer la compétition qu'ils se livrent depuis plusieurs années. Nous saluons de plus la volonté qui se dégage de mieux valoriser la recherche, de reconnaître les besoins de formation continue et de rapprocher les universités de leurs milieux. Enfin, nous endossons vos conclusions quant à l'urgence de créer un mécanisme qui agirait comme dépositaire et intégrateur des données pertinentes sur l'activité des établissements afin d'offrir une vision d'ensemble capable de soutenir l'élaboration de politiques publiques en matière d'enseignement supérieur. Nous pensons notamment à la collecte d'informations fiables sur la fréquentation des programmes et la diplomation, sur les activités de recherche et sur les services aux diverses collectivités fournis par chaque établissement. Nous considérons aussi essentiel de colliger des données sur les étudiant.e.s et les divers groupes de personnel : les étudiant.e.s salarié.e.s, le personnel de soutien, technique et professionnel, les chargé.e.s de cours, les professeur.e.s, les personnels de gérance et les cadres.

Nous souhaitons donc confirmer notre engagement à participer à la réflexion et notre volonté de co-construire l'université québécoise du futur en proposant, notamment, des éléments qui sont actuellement absents de la réflexion. Tout d'abord, nous notons que l'existence même du personnel qui ne fait pas partie du corps professoral est occultée dans le document et de la réflexion. Nous pensons aussi que la réflexion doit s'attarder à la détresse psychologique que vivent les étudiant.e.s et le personnel et à ses sources, dont la précarité d'emploi pour plusieurs catégories de personnel et la précarisation de

l'ensemble du système. Nous songeons aussi aux problèmes que posent la « course à la performance », ainsi que les violences à caractère sexuel, les diverses formes de la discrimination, etc., et le besoin pressant de les enrayer. Des problèmes qui existaient bien avant la crise sanitaire que nous vivons actuellement et que de nouvelles menaces – dont certaines sont identifiées dans votre rapport – sont susceptibles d'exacerber. Enfin, nous croyons que la réflexion doit aussi être l'occasion de faire le point sur les visées de l'internationalisation de l'université québécoise et de rétablir la gestion collégiale et de la refonder en y incluant l'ensemble des personnels.

Ainsi, considérant l'importance historique de la réflexion à laquelle nous sommes invités à contribuer, nous croyons que la consultation que vous menez ne doit pas se faire dans la précipitation et qu'elle doit ouvrir sur de réels échanges. En ce sens, la TPU sortira du carcan imposé pour l'outil de sondage (10 questions – 2000 caractères) et déposera un mémoire collectif. En revisitant les travaux des ÉGES 2018, ce mémoire mettra de l'avant les consensus partagés par nos organisations.

En toute collaboration,

Signataires :

Louise Briand, vice-présidente secteur universitaire, Fédération des professionnelles-CSN

Hadrien Chénier-Marais, président par intérim, Fédération des associations étudiantes universitaires québécoises en éducation permanente

Claude Fortin, présidente par intérim, Fédération du personnel professionnel des universités et de la recherche

Jade Marcil, présidente, Union étudiante du Québec

Carole Neill, présidente du Conseil provincial du secteur universitaire, Syndicat canadien de la fonction publique

Caroline Quesnel, présidente, Fédération nationale des enseignantes et des enseignantes du Québec-CSN

La TPU a été constituée au milieu des années 1990. Elle réunit des organisations représentant des étudiant.e.s, du personnel de soutien, technique et professionnel, des chargé.e.s de cours et des professeur.e.s. La TPU propose une vision humaniste de l'université. On peut prendre connaissance du manifeste publié le 25 novembre 2010 : [Pour une université libre, accessible, démocratique et publique](#). Les propositions du manifeste sont toujours actuelles.